

Edmond Vermeil [1878-1964]
universitaire français spécialiste de l'histoire et de la civilisation allemande.
professeur à La Sorbonne
(1937)

“La notion de «Volk»
et les origines
du nationalisme hitlérien.”

Collection
“*Civilisations et politique*”

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par *Michel Bergès*, bénévole, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux - Montesquieu, directeur de la collection “Civilisations et politique”,
[Page web dans Les Classiques des sciences sociales.](#)

à partir de :

Edmond Vermeil [1878-1964]

“La notion de «Volk» et les origines du nationalisme hitlérien.”

In revue *Politique étrangère*, vol. 2, no 1, février 1937, pp 45-55.



Courriel : Michel Bergès : m.berges.bach@free.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”.

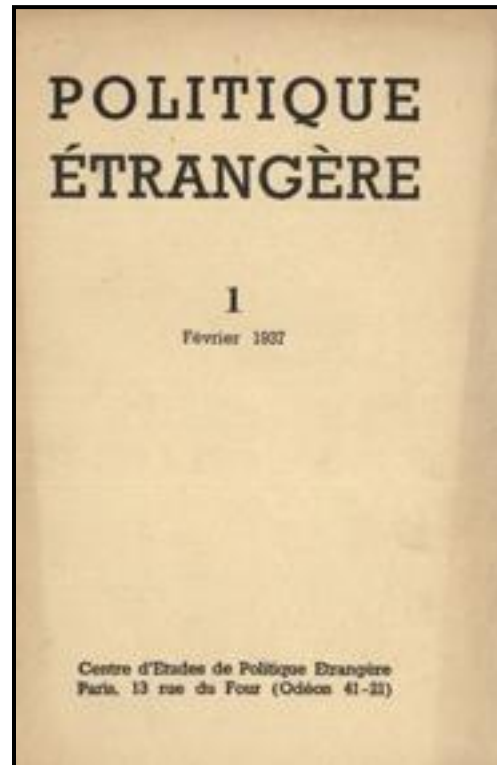
Édition numérique réalisée le 12 octobre 2019 à Chicoutimi, Québec.



Edmond Vermeil [1878-1964]

universitaire français spécialiste de l'histoire et de la civilisation allemande.
professeur à La Sorbonne

“La notion de «Volk»
et les origines du nationalisme hitlérien.”



In revue *Politique étrangère*, vol. 2, no 1, février 1937, pp 45-55.

Toute notre reconnaissance à **Michel Bergès**, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux-Montesquieu et directeur de la collection “Civilisation et politique” pour l'immense travail accompli et toutes les démarches entreprises afin que nous puissions diffuser en libre accès à tous ces ouvrages qui nous permettent non seulement de comprendre mais de nous rappeler.

Michel Bergès



Travail bénévole :

http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html

Publications de Michel Bergès :

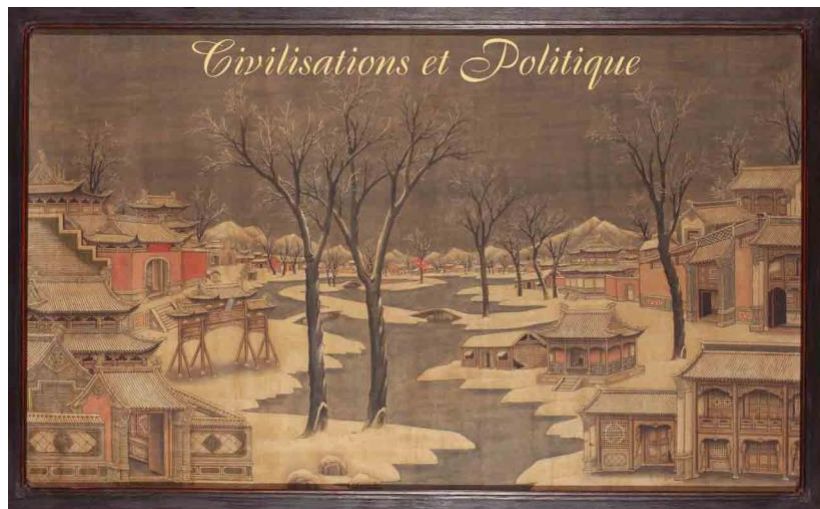
http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html

Collection “Civilisations et politiques” dirigée par Michel Bergès :

http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/index.html

Un ouvrage de
la collection “Civilisation et politique”

Fondée et dirigée
par
Michel Bergès
Historien, professeur retraité
de l’Université de Bordeaux — Montesquieu



Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

**“La notion de «Volk»
et les origines du nationalisme hitlérien.”**

Table des matières

[Introduction](#) [45]

[Le problème social et la genèse de l'État totalitaire](#) [47]

[Le problème politique et les raisons de l'impuissance parlementaire](#)
[49]

[La tragédie intellectuelle et l'avènement du biologisme dictatorial](#)
[52]

[45]

Edmond Vermeil [1878-1964]

universitaire français spécialiste de l’histoire et de la civilisation allemande.
professeur à La Sorbonne

“La notion de «Volk» et les origines du nationalisme hitlérien.”

In revue *Politique étrangère*, vol. 2, no 1, février 1937, pp 45-55.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Nous pouvons, après quelques excellentes conférences d’information, aborder ici un problème doctrinal qui est de première importance. Aussi bien ne s’agit-il que de dégager les avenues, que de tracer un cadre d’ensemble sans aller jusqu’au détail des définitions.

Une lecture à peu près totale de l’idéologie nationaliste allemande d’après-guerre nous laisse des impressions assez contradictoires. Cette idéologie prétend être, en général, à la fois révolutionnaire et conservatrice, révolutionnaire en ce sens qu’elle veut balayer les influences que l’Occident démocratique ou la Russie communiste et marxiste ont exercées sur l’Allemagne, conservatrice parce qu’elle entend revenir aux saines traditions allemandes. C’est ce qu’affirme, en particulier, Möller van den Bruck dans son ouvrage célèbre, intitulé « *Le Troisième Reich* ».

Oui, mais quelle est cette tradition politique qu’il conviendrait de reprendre ? Möller van den Bruck parle de Frédéric II, de Stein, de Bismarck et de tous ceux qu’il appelle les vrais conservateurs. N’y a-t-il pas là une illusion ? Les Allemands ont-ils une tradition, une idée politique ? C’est ce que nient justement certains publicistes avisés : « Depuis la destruction des vieux crampons monarchiques, — écrit

Vogelin ¹, — la communauté allemande paraît être un terrain très favorable à l’éclosion de mouvements politiques nouveaux, qu’il s’agisse, pour le proche passé, du libéralisme et du socialisme ou, pour l’époque actuelle, du nationalisme dictatorial. Cela vient de ce que ces mouvements n’ont trouvé devant eux aucune idée politique traditionnelle capable de former la collectivité allemande. » Et H. Plessner ² écrit, après avoir fortement insisté sur la différence entre l’Allemagne et les nations occidentales : « Justement parce qu’ils n’ont pas de tradition politique capable de les stabiliser,... les Allemands cherchent un fondement solide dans leur histoire, [46] et, comme ils ne l’y trouvent pas, ils le cherchent au-dessous de l’histoire et sans elle. C’est pourquoi ils sont (le mot est de Nietzsche) d’avant-hier et d’après-demain, mais non d’aujourd’hui... Quand, fiers d’être les éternels Barbares, ils se défendent contre l’Occident plus ancien, plus heureux et plus raisonnable qu’eux, on dirait que toutes les grandes explosions de l’histoire allemande : la guerre contre Napoléon, la Réforme de Luther, la résistance de Wittikind contre Charlemagne ne soient que des épisodes successifs dans la lutte des géants contre Rome... »

L’idéologie nationaliste d’après-guerre s’est développée en trois phases qu’il est aisé de distinguer. Mécontente de la pseudo-révolution de 1918, elle se propose invariablement de définir la Révolution vraie, celle qui vient, celle qui va transformer l’Allemagne et lui permettre d’accomplir sa mission en Europe. Ses premiers prophètes ou annonciateurs, tels que W. Rathenau et O. Spengler, puis le groupe assez cohérent que forment Mceller van den Bruck et les rédacteurs de la Tat : C. Schmitt, H. Zehrer, F. Fried, G. Wirsing et d’autres, enfin les chefs hitlériens eux-mêmes, tous sont à la recherche d’un ordre nouveau.

Mais le schéma est toujours le même. C’est, du point de vue critique : 1° la protestation anti-occidentale ; 2° la protestation anti-marxiste et anti-communiste ; 3° la protestation contre les influences que l’Allemagne a subies ; et, du point de vue positif : 1° une définition du « socialisme » allemand et national ; 2° une définition de l’État qui

¹ *Rasse und Staat*, Tubingen 1933, pp. 16 à 17.

² *Das Schicksal deutschen Geistes im Ausgang seiner bürgerlichen Epoche*, Zurich und Leipzig, 1936, p. 48.

va lui servir d'instrument ; 3° enfin une définition des buts qui doivent être ceux de la politique extérieure du *Reich*.

En d'autres termes, l'Allemagne se définit elle-même, par rapport aux nations occidentales et à la Russie, comme « le pays du milieu » (*Land der Mitte*). Et il est parfaitement juste de dire qu'en combattant l'ouest et l'est, en se défendant contre tout ce qui peut lui venir du dehors, en s'enfermant dans un autarchisme économique et intellectuel absolu, elle proteste au fond contre sa propre destinée, contre le double sens de son existence et de son histoire. Car elle n'est ni une nation homogène et stable comme la France et l'Angleterre, ni un vaste continent comme la Russie. Elle a toujours oscillé entre le conglomerat territorial péniblement unifié par l'hégémonie prussienne et le rêve d'un *Reich* qui ferait sauter toutes les frontières territoriales. De ce point de vue, qui est conforme à la géographie et à l'histoire, le nationalisme allemand est le résultat d'une tragédie. Il est un rêve unitaire qu'exaspèrent les obstacles mêmes qui, de tout temps, se sont dressés contre cette unité tant souhaitée.

Tragédie économique et sociale, tragédie constitutionnelle et politique, tragédie intellectuelle et morale, ces trois tragédies n'en font qu'une.

[47]

C'est par rapport à elles que nous étudierons la réalité et la notion du *Volk*, du peuple toujours en quête de lui-même et de son propre destin. Et il nous apparaîtra : 1° que l'État dit « totalitaire » existait déjà virtuellement en Allemagne vers 1930 ; 2° que sa présence plus ou moins cachée rendait ici le jeu parlementaire absolument impossible ; 3° qu'une bourgeoisie et une paysannerie moyennes, dépourvues de traditions et d'éducation politiques, se sont trouvées comme acculées par leur propre détresse à un racisme élémentaire et brutal qui, les dispensant de penser, leur ont apporté, avec les solutions simples dont elles avaient besoin, une sorte de « décisionnisme » dictatorial propre à les galvaniser en vue de la militarisation à venir.

Le problème social et la genèse de l'État totalitaire

[Retour à la table des matières](#)

Il s'agit ici des rapports entre l'État et la Société divisée en classes. L'Allemagne de ces dernières années a pris nettement position, sur ce point, contre la conception libérale et démocratique.

Celle-ci n'admet, à aucun prix, que le social préexiste métaphysiquement aux individus dont se compose la collectivité. Seul l'individu est vivant et substantiel et la société ne saurait être qu'un ensemble d'individus vivants et autonomes, unis en groupes vivants. L'État ne représente ici que cette discipline indispensable qu'il convient d'imposer à tous. La société se défend contre lui par le jeu des libertés individuelles et celui des groupes en concurrence, sur le plan du libéralisme politique et économique. Des déplacements sociaux, des révolutions sont ici possibles. Et telle classe pourra l'emporter sur celles qui sont au pouvoir.

Il n'en va pas de même en Allemagne. Ici, les obstacles à l'unité nationale sont successivement entrés en lice au cours de l'histoire : territorialisme, dualisme confessionnel, grands partis politiques, puissants groupes professionnels et économiques. C'est pourquoi les relations entre l'État et la société ont ici passé par trois stades importants. Notons, à l'origine, par opposition à l'Occident, la croyance indéfectible à la préexistence métaphysique du social par rapport aux individus, la croyance au caractère divin de l'État fortement lié à l'Église, à la valeur mystique de cette *Obrigkeit* [autorité] luthérienne, de ce Directoire qui, dans chaque ensemble territorial, domine une société où l'idée professionnelle contraint tous les membres au travail, à ce travail que l'on considère comme le « *remedium peccati* » [remède aux pêchés].

[48]

On aura donc, de la Réforme, et surtout de 1648 à 1815, le type de la monarchie absolue. Les pays allemands ne forment plus ici qu'une république de petites *Despoties*, avec liberté en haut pour les *Landesherren* et obéissance en bas pour les populations. C'est pourquoi l'État, incarné par le souverain, tend à absorber la société dans sa

substance propre. De là le reproche significatif que, dans une scène célèbre du « Don Carlos » de Schiller, le marquis Posa fait au roi Philippe II.

Mais à l'époque bismarckienne, entre 1815 et 1914 environ, la société allemande tend à se séparer de l'État, justement sous l'action du libéralisme occidental. Cette fois, la monarchie et le parlement, le souverain et son peuple s'inscrivent dans la Constitution (*Verfassung*) comme deux foyers dans une ellipse. Cette transformation s'accomplit dans les États du sud-ouest reconstitués et agrandis par Napoléon, puis en Prusse. Bismarck achève l'édifice en l'étendant à son Reich par la création d'un pouvoir central. *Reichstag* en face de la fonction impériale assistée du Conseil fédéral, *Landtag* dans chaque État en face du Dynaste. D'où le *Reich* pluraliste et contractuel, construit sur un compromis fondamental entre partis sur plan parlementaire, entre parlement et couronne sur plan constitutionnel. Ce pluralisme prend trois formes : le fédéralisme territorial, la multiplicité des partis qui représentent toutes sortes d'intérêts territoriaux, confessionnels, économiques ou intellectuels, la polycratie économique et professionnelle. L'État veut, en principe, assurer la collaboration et l'équilibre entre ces éléments divers. Le *Reich* sera mal gouverné parce qu'il contient trop de puissantes organisations. Et les classes moyennes s'y trouveront écrasées entre l'aristocratie terrienne que la bourgeoisie des affaires a rejointe et un prolétariat industriel qui représente plus de la moitié de la population totale. La petite bourgeoisie reste ici inorganique et inorganisée, dépourvue de toute éducation politique.

La troisième phase va de la guerre à Hitler. Cette fois, c'est la société qui, sur le plan du *Reich*, tend à absorber l'État et à se confondre avec lui. Les Nazis n'ont pas inventé l'État totalitaire ; ils l'ont trouvé tout prêt vers 1932-1933 ; ils n'ont fait que détruire une vieille armature constitutionnelle et lui en substituer une autre. Le terme de *Volks- staat*, qu'on a employé à tout instant dans les délibérations de Weimar, dit bien le changement qui s'est ici produit. Seulement, l'Assemblée de Weimar n'a pas su trouver tout de suite le revêtement adéquat pour une situation de ce genre.

Car, depuis l'organisation économique que l'Allemagne s'est donnée pendant la guerre, l'État s'y transforme plus ou moins rapidement en société qui se trouve en voie d'organisation. On a longtemps, en Allemagne, [49] opposé *Volk* à *Staat* comme autrefois

« passion » à « raison », vie pleine, riche, diverse et ardente à démarches rationnelles et techniques. Il n'en est plus ainsi maintenant. Car la défaite, l'inflation et tant d'autres épreuves ont ravagé et nivelé le peuple. Les masses entrent dans la politique, c'est-à-dire dans l'État. Et le mot fameux de Lénine s'applique à l'Allemagne comme à la Russie. Il s'agit d'une nouvelle et définitive « politisation ». L'État s'empare de toutes les grandes fonctions sociales. Les problèmes ont pris une telle ampleur qu'on ne les résout plus que par direction venue d'en haut, que par une espèce de planisme. On ne peut plus permettre aux petites totalités autonomes de dissocier la totalité nationale. À un État économique il faut une Constitution économique. C'est ce qu'avaient prévu et demandé Rathenau et Moeller van der Bruck. Cette fois, le pluralisme est mortel, parce qu'il s'attaque à toute la substance constitutionnelle.

De ce point de vue, le problème des classes s'explique plus aisément. Si le national-socialisme a pu réussir sur la partie médiane de la collectivité allemande, dans les deux classes moyennes des possédants et des salariés, s'il a pu y supplanter en particulier le centre et la social-démocratie, c'est que ces classes avaient été nivelées par l'inflation et la prolétarianisation et qu'en l'absence de tout groupement des gauches, un nationalisme ardent et mystique pouvait ici gagner tous les esprits unis par une seule et commune détresse. Si bien que, vers 1932, la notion de *Volk* est ici comme sous-tendue par une réalité nouvelle, par l'État-Société ou *Volksstaat* virtuellement totalitaire, prêt à englober dans sa masse irrésistible toutes les volontés, toutes les fonctions, tous les problèmes, prêt à se laisser conduire par des chefs résolus. Que serait, en effet, une mystique nationale sans base concrète ? Que vaudrait un mythe qui brillerait dans une sorte d'espace vide ? Et que vaudrait l'appel aux masses si ces masses ne se trouvaient entraînées elles-mêmes par un dynamisme plus violent et plus fort que tout au monde ?

Le problème politique et les raisons de l’impuissance parlementaire

[Retour à la table des matières](#)

Cette lente et sûre genèse de l’État totalitaire éclairé, à notre sens, l’impuissance et l’irréversible chute du parlementarisme allemand, la disparition fatale des institutions que l’Allemagne devait à l’Occident.

À mesure que la monarchie déchoit sous Guillaume II et surtout à partir du moment où, en 1918, elle disparaît, le *Reichstag* devient la [50] grande Commission des masses électorales. Dès lors il est tenu de représenter et de consacrer ce que le monarque représentait et consacrait autrefois, à savoir : la volonté générale, l’unité du peuple devenu un principe souverain. La fusion entre *Volk* et *Staat* se retourne contre l’institution parlementaire. Pouvait-elle se séparer du peuple et acquérir vis-à-vis de lui une indépendance relative ? Non certes, et surtout dans un pays où régnait la proportionnelle rigoureuse et où, le jour des élections, la population se répartissait passivement dans ces parcs à moutons qu’étaient devenus les grands partis. Que sont les 18 parlements allemands, sinon autant de Bourses pour valeurs politiques ?

Ainsi s’ébauche la réalité que tant de juristes ont savamment commentée entre 1919 et 1932. Hitler l’a révélée au peuple désespéré avec son gros bon sens de tribun qui comprend la foule. Que vaut, en effet, cette pluralité d’organisations politiques pourvues de puissantes bureaucraties qui règlent tout par avance, même les discours des chefs, même les séances du *Reichstag* ? L’institution supporte tout le poids du fédéralisme territorial et de ses 17 parlements; du dualisme confessionnel, avec ses 28 Églises protestantes et autant de Concordats qu’il y a d’États catholiques ; de grands partis incapables de s’agrèger en coalitions durables parce qu’ils sont trop compacts et trop opposés les uns aux autres ; d’une polycratie économique accablante, avec ses fédérations patronales et ses syndicats prolétariens !

C’est la dislocation latente du *Reich*, l’absence de volonté générale et de ferme direction. Ce sont les dépenses inconsidérées, sur le plan du *Reich*, du *Lander* et des communes. Qui ne voit maintenant où est la tragédie ? Le parlement avait paru, en 1919, remporter une victoire

décisive. Il pouvait, par un vote de méfiance, faire tomber le gouvernement. Il disposait de grandes Commissions d'enquête, en particulier pour les Affaires extérieures autrefois interdites à ses investigations. Et cependant, n'était-il pas mort, de sa belle mort, en 1919, lors de la promulgation constitutionnelle? Cet effondrement ne s'expliquait pas uniquement par les liens que la Charte de Weimar avait soigneusement tissés autour de lui pour le neutraliser. Non. Le *Reichstag* sombrait avec l'État bureaucratique et militaire dont il faisait partie, avec le dualisme d'antan qui opposait la société à l'État.

Il n'y avait plus à choisir. Ou bien la décomposition pure et simple, en face des Alliés vainqueurs et qui ne comprenaient pas grand chose à cette tragédie; ou bien la galvanisation violente. Celle-ci s'est produite dès qu'elle a été possible. Nul ne l'a prévue si soudaine et si brutale.

Lorsqu'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que les partis politiques avaient eux-mêmes évolué avec la société au sein de laquelle ils [51] menaient leur jeu coutumier. La tradition libérale veut que le parti repose sur un libre choix, sur une élection supposée spontanée. Où y avait-il choix ou liberté de choix dans cette Allemagne nivelée par tant de maux et d'épreuves, dans ces cerveaux que l'inflation et ses conséquences avaient broyés? Les partis n'étaient plus que des blocs hyperorganisés, pourvus de chefs, de fonctionnaires et de clientèles. Comme ils étaient devenus les « agents » de la société en voie d'organisation, rien ne leur échappait plus. Dès lors, leur pluralisme et leurs divisions intestines étaient intolérables.

Aussi voit-on, entre 1920 et 1932, les juristes qui méditent sur cette réalité sinistre, heurter de la tête, pour ainsi dire, les régimes étrangers, soit le communisme russe, soit le fascisme italien. Ils ne croient, certes, ni au communisme ni au fascisme pour leur pays. Ils n'accordent pas leur confiance à Hitler et aux national-socialistes. S'ils parlent de la fonction présidentielle ou d'un parti unique, ce n'est jamais dans le sens d'une dictature absolue. Quant aux publicistes et aux idéologues, ils ergotent sur la sélection des élites, sur le corporatisme, sur le « modèle social » que sera l'Allemagne de demain. Ils appellent de leurs vœux *Die neue Obrigkeit* [la nouvelle autorité] d'un gouvernement renouvelé de la tradition luthérienne.

S'ils louchent du côté de la présidence du *Reich* et de la *Reichswehr*, c'est pour y trouver un peu de cette « *potestas* » [puissance] et de cette

« *auctoritas* » [autorité] dont l’Allemagne aurait tant besoin. Car la bureaucratie, la justice, le Conseil économique du *Reich* et ses experts compétents, les Commissions d’Enquête, les Chambres d’Industrie, du Commerce et des Métiers, la *Reichsbank*, le *Reichsbahn*, certains monopoles, enfin les Assurances sociales, autant d’instances qui peuvent renforcer en une certaine mesure la neutralité de l’État. Mais combien insuffisant est ce renfort ! Il n’y a là qu’un correctif apporté aux inconvénients du pluralisme, non un principe de réorganisation. En outre, où est la frontière entre la compétence et l’intérêt personnel ? Enfin, ces instances ne se neutralisent-elles pas mutuellement ? Et n’est-ce pas la neutralisation des neutralisations ?

C’est dire, en fait, que le *Staat* abandonne le *Volk*, ne lie plus ses éléments multiples parce qu’il se confond avec lui, subit sa faiblesse et lui communique en retour la sienne propre. Ce n’est plus par l’État que se fait l’intégration nécessaire. Et, derrière la façade démocratique, bonne à démolir, c’est la *Reichswehr* qui veille, ce sont les circonstances qui broient la masse, les fatalités économiques qui font surgir de la société en désarroi l’État nouveau qui la consolidera. Du jour où l’armée, la police, les hobereaux, les industriels, enfin les fonctionnaires seront [52] avec Hitler, le jour où les instances encore solides se porteront vers le catalyseur providentiel, ce jour-là le césarisme militaire appellera à la rescousse le césarisme politique et, contrairement à la prophétie de Spengler³, les deux césarismes lieront leurs fortunes respectives et se féconderont mutuellement.

Avec l’institution parlementaire, dont la chute s’explique si nettement par la rencontre entre un pluralisme désuet et l’État totalitaire en voie de formation, notre influence politique a pour longtemps disparu d’Allemagne. Le libéralisme est banni d’outre-Rhin. Il n’y reste, pour représenter un élément étranger voisin de nos traditions, que le catholicisme, l’idée romaine. Mais il n’est plus question cette fois de marier ensemble germanisme et latinité. Fort de son triomphe et ancré sur la notion de *Volk*, le germanisme se retourne contre l’idée romaine. Il lui impose un Concordat unique qu’il viole à tout instant. Il détruit le centre, ancien pivot des combinaisons parlementaires. Il s’attaque à l’école confessionnelle et aux associations de jeunesse. Il exige enfin

³ Voir *Der Untergang des Abendlandes*, vol. II, où Spengler oppose le césarisme militaire au césarisme politique.

des 28 Églises protestantes territoriales qu’elles se groupent, sous son égide, en *Reichskirche* ou église unique. Là sont encore les dernières défenses du vieux pluralisme.

La tragédie intellectuelle et l’avènement du biologisme dictatorial

[Retour à la table des matières](#)

Nous voici amenés à la notion idéologique de *Volk*. Nous venons de voir pour quelles raisons l’Allemagne a rompu avec le libéralisme occidental. Mais les raisons d’ordre intellectuel ou moral ne sont pas moins fortes que les causes économiques ou politiques. Ce qui résulte de cette recherche, c’est que la polémique contre le communisme russe est secondaire et que toute la question est dominée par les rapports entre Allemagne et Occident.

L’essentiel, c’est d’expliquer pourquoi la pensée allemande en est arrivée là où elle en est actuellement, de déterminer le « climat » psychologique et intellectuel dans lequel devait triompher le racisme. Il faut, ici encore, remonter aux origines. Mais l’histoire de la notion de *Volk* est parallèle à celle des conceptions politiques occidentales. Le [53] le *Volkstum*, la race, le socialisme national, c’est l’éternel *Ersatz* [remplacement] que l’Allemagne s’invente à elle-même en face des idées qui, à côté d’elle et en face d’elle, se sont épanouies en civilisations homogènes et réussies, par là même, stables, qu’il s’agisse, pour l’Occident, de l’idée catholique romaine, de l’idée française laïque et démocratique, de l’idée calvinienne et anglo-saxonne, ou, pour l’Est russe, de l’idée marxiste et communiste.

Car, on l’a vu, la collectivité allemande n’a jamais engendré d’elle-même une idée politique véritable, qui fût autre chose que l’affirmation d’un solidarisme massif. En temps d’incroyable détresse, le mythe *völkisch* s’est présenté aux Allemands comme le seul qui pût les unir, en les dressant contre nous. Le malentendu franco-allemand ne s’explique pas uniquement par la défaite, ou par le traité de Versailles, ou par la méfiance à l’égard de nos institutions démocratiques. Il s’explique par la destinée même de l’Allemagne. Démembrés et affaiblis, les Allemands sont humiliés par le voisin. Galvanisée, leur

nation est un bolide dont le moindre déplacement peut provoquer une catastrophe. La guerre n'a pas guéri l'Europe de cette alternance fatale.

Ce n'est pas sans raison que les Allemands reviennent aujourd'hui sans cesse aux siècles qui ont précédé la Réforme. Ils nous révèlent le sourd conflit qui, sous les Carolingiens, les Othon et les Hohenstaufen, a toujours existé entre germanisme et apports antiques ou catholiques. On sait bien pourquoi un Rosenberg rappelle à la papauté qu'elle a ruiné de ses propres mains l'unité allemande. Mais le vrai drame commence avec la Réforme. De 1517 à 1815, les trois idées occidentales se sont épanouies en Italie, puis en France, héritière de l'esprit romain, puis en Angleterre par le calvinisme venu de France. Ainsi s'est créé le climat du Contrat social, générateur de l'État moderne et du droit international.

Or, la réplique allemande au Contrat social, c'est justement l'idée du *Völkhaftes Dasein* [existence volatile]. En face de la communauté juridique, l'affirmation de la substantialité populaire. Protestation antiromaine jusque vers 1648, partiellement vaincue par la contre-Réforme ; protestation antifranaise des XVII^e et XVIII^e siècles, vaincue par la Révolution et Napoléon ; protestation, au XIX^e siècle, contre l'utilitarisme anglo-saxon. Chacune de ces protestations suit, on le sait, une période de forte inhibition d'influences étrangères correspondantes.

Le drame de la Réforme signifie que l'Allemagne a chez elle l'idée romaine, liée à son sol par l'existence du catholicisme, et qu'elle ne peut l'intégrer dans sa substance. Remontez à l'histoire de la colonisation et vous verrez la coupure se faire entre le sud-ouest et l'est, entre une [54] région ethniquement différenciée et une région racialement nivelée, entre domaine catholique et domaine luthérien, entre culture et politique, la frontière suivant toujours le vieux « *limes* » [limite, « frontière »] romain ! Plus l'Allemagne se prussifiera, plus l'antithèse lui apparaîtra cruelle et irrémédiable.

Et, c'est entre 1650 et 1800 que s'accomplit en Europe la sécularisation du christianisme, que naissent des civilisations nationales et profanes. Mais la sécularisation se fera en Allemagne tout autrement qu'à l'ouest. Ici, en vertu même des éléments rationnels que comprennent le catholicisme et le calvinisme, cette sécularisation se fera par les lumières et par le libéralisme. La France centralisée et l'Angleterre insulaire fonderont des cultures homogènes, destinées à

s'épanouir en Empires coloniaux. La France aboutit, en particulier, à une heureuse normalisation des esprits. Elle simplifie et clarifie les problèmes. Elle réussit là où l'Allemagne échoue. Et c'est vers la fin de cette période, entre 1770 et 1815, au moment des guerres révolutionnaires et napoléoniennes, que surgit la notion de *Volk* avec Herder, celle d'*Urvolk* avec Fichte. Notion religieuse, à n'en pas douter. Car, si religion et laïcisme se séparent nettement chez nous, les États-Églises territoriaux d'Allemagne dessèchent la religion et contraignent la religiosité naturelle du peuple allemand à s'expatrier, pour ainsi dire, à se réfugier dans la culture profane, à s'épanouir sur le plan national, non plus dans les territoires.

Or, où est cette nation ? Elle est à la fois réelle et invisible, d'hier et de demain. Elle s'affirme donc comme primitivité créatrice, comme Corps mystique destiné à se substituer au Corps chrétien coupé en deux tronçons. Du cosmopolitisme classique on passe au nationalisme romantique. Et voici les Allemands sur ce terrain mouvant où le culte de l'inconscient supplée à la déficience des valeurs claires et conscientes ! Éternel luthérien, l'Allemand va laisser les œuvres, c'est-à-dire la politique aux territoires, à leurs bureaucraties, à leurs armées et à leurs monarques, pour projeter sur le peuple et la nation tout ce qu'ils ont d'enthousiasme et de foi. Car un Allemand ne saurait s'échauffer que pour le *Reich*.

Aux XIX^e et XX^e siècles, la tragédie prend une nouvelle ampleur. Le *Reich* bismarckien n'est qu'un corps sans âme, un État sans idée politique. Il se superpose, sans tradition aucune, à des États qui ont tous de vieilles traditions locales. C'est l'union pour la puissance pure, le *Machtstaat* pour le *Machtstaat*, destiné à inquiéter toujours l'Europe parce qu'il se fonde sur la discipline prussienne, puis sur l'industrialisme américanisé, puis sur le rêve du *Reich*, dont il ne saurait se passer. Tout le pangermanisme procède de là, tel que l'a forgé l'époque wilhelminienne.

[55]

Qui plus est, la pensée bourgeoise d'Allemagne, dépourvue de traditions et atteinte bien plus que l'Occident par la révolution industrielle, se retourne féroce contre les valeurs auxquelles elle doit d'exister. Elle anéantit toutes les idées par lesquelles l'homme essaie de s'inscrire dans la durée et d'établir une société des peuples, tout ce qui relève de l'humanisme éternel. Critères historiques, transcendance du salut chrétien, progrès des lumières, espérance messianique de Marx, tout s'abîme dans un relativisme sans nom, dans un nihilisme terrible dont Nietzsche, après avoir accompli toutes ces démolitions, a su le secret et toute l'amertume. Il s'est réfugié, lui, dans la surhumanité, comme Kierkegaard dans le néo-christianisme. Mais que viennent l'approche de la guerre, la guerre elle-même, puis la défaite et les épreuves subséquentes, et l'on verra triompher alors le biologisme le plus élémentaire et le racisme le plus brutal. Cette fois, on traitera d'« idéologies » toutes les valeurs du passé. On ne croira plus qu'aux instincts et à l'inconscient. On utilisera tout pour cette démonstration, et la dernière philosophie de Nietzsche, et le freudisme, voire le bergsonisme. Et ce grossier objectivisme, réduit à la dimension du simplisme vitaliste, se retournera contre l'Occident avec plus de fureur que jamais.

Tout sera prêt pour le césarisme. L'atmosphère est créée, où le racisme fructifiera à son aise. Que nous importent, de ce point de vue, les distinctions subtiles qu'un Sombart, dans son *Socialisme allemand*⁴, établit entre Nation et *Volk*, ou l'énumération de tous les sens que ce terme peut prendre, ou l'étude patiente de termes tels que *Volkstum*, *Volkheit*, *völkisch*, etc. ? Qu'il nous suffise d'avoir déterminé avec quelque précision l'ambiance dans laquelle s'est formé et développé le racisme allemand. Ses origines historiques, intellectuelles et religieuses étant connues, le reste va de soi.

⁴ Werner Sombart, *Deutscher Sozialismus*, Berlin, 1934, pp. 176 à 185.

Il apparaît ainsi que les trois tragédies étudiées n'en font qu'une et que la tragédie allemande se confond avec la tragédie européenne. L'Europe ne guérira pas sans l'Allemagne, ni l'Allemagne sans l'Europe. *Am deutschen Wesen wird die Welt gewesen* [Le monde deviendra allemand].

Edmond VERMEIL

Fin du texte